

Nicolas FORISSIER

*Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales ; développement agricole et rural - [11 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

Membre de la conférence de la ruralité [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de la participation [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de modernisation de l'économie (n° 842) [21 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 3 : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales - Développement agricole et rural (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, de modernisation de l'économie (n° 842) [21 mai 2008] (n° 905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [23 janvier 2008] (p. 473)

Politique extérieure. Aide alimentaire. [15 avril 2008] (p. 1563)

Entreprises. Entreprises individuelles. Développement [4 juin 2008] (p. 2897)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Agence française d'information et de communication agricole rurale (AFICAR) (p. 4022)

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 4022)

Agriculture : assurance récolte (p. 4021)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 4021)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 4022)

Agriculture : offices d'intervention (p. 4021 et s.)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 4022)

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 4022)

Agroalimentaire : labels (p. 4022)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 4022)

Commerce extérieur : balance commerciale : agroalimentaire (p. 4022 et s.)

Elevage : bâtiments : modernisation (p. 4022)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4023)

Enseignement agricole : enseignement supérieur (p. 4021)

Enseignement agricole : crédits (p. 4021)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4023)

Etat : réforme : ministère de l'agriculture (p. 4022)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4023)
 Santé : sécurité sanitaire : agriculture (p. 4023)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4072 à 4079)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4287)

Son intervention (p. 4290)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 4290)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche et développement (p. 4290)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 4290)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 15)

Commerce extérieur : Ubifrance (p. 15)

Ventes et échanges : salons : commerce extérieur (p. 15)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2745)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2746)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2746)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 2745)

Entreprises : transmission (p. 2746)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 2746)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2746)

Logement : logement social : financement (p. 2746)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 2746)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2745, 2773)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3055 à 3059, 3127 à 3134, 3244 à 3313)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1365 de M. Louis Giscard d'Estaing (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 2917)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1367 de M. François Sauvadet (p. 2929)

Intervient sur l'adt n° 811 rectifié de M. Jean-Paul Charié (augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 2929)

Intervient sur l'adt n° 219 de la commission des finances (actualisation annuelle de l'ensemble des seuils des régimes de la micro-entreprise, de la franchise en base de TVA, et du régime simplifié d'imposition, dans la même proportion que l'actualisation du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2930)

Intervient sur l'adt n° 220 de la commission des finances (rapport au Parlement avant la loi de finances pour 2009 sur l'instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en faveur des entreprises individuelles) (p. 2933)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2948)

Son amendement n° 13 rectifié (p. 2951)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2973)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1481 du Gouvernement (extension du statut de conjoint collaborateur du chef

d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 2975)

Son amendement n° 672 (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) : adopté après modification (p. 2979)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2982)

Ses amendements n°s 191, 29, 187 et 119 (p. 2985 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 14 : retiré (p. 2993)

Après l'article 8

Son amendement n° 707 rectifié (possibilité de fractionnement de l'engagement de volontariat international en entreprise) (p. 2998) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2999)

Son amendement n° 706 rectifié (possibilité de modulation de l'indemnité supplémentaire pour les volontaires internationaux en entreprise) (p. 2998) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2999)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 221 de la commission des finances (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise -BSPCE-) (p. 3004)

Intervient sur l'adt n° 222 de la commission des finances (p. 3005 et s.)

Intervient sur l'adt n° 223 de la commission des finances (suppression du statut de société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)) (p. 3009)

Intervient sur l'adt n° 224 de la commission des finances (p. 3009)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 1500 à l'adt n° 170 de la commission (extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3010) : retiré (p. 3011)

Son amendement n° 15 (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) (p. 3011) : adopté (p. 3012)

Après l'article 12

Son amendement n° 190 rectifié (extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3026) : adopté (p. 3027)

Article 13 (simplification du fonctionnement des SARL)

Son amendement n° 490 : adopté (p. 3032)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son intervention (p. 3038)

Ses amendements n°s 199 et 17 (p. 3042 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 27 (régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) : adopté (p. 3047)

Intervient sur l'adt n° 445 de la commission (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Intervient sur l'adt n° 504 de Mme Laure de La Raudière (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Article 15 (rapprochement des droits de mutation à titre onéreux des fonds de commerce et des SARL de ceux appliqués aux sociétés par action)

Son amendement n° 708 (p. 3055)

Article 16 (exonération de droits de mutation en cas de reprise de l'entreprise par ses salariés ou par des membres de la famille)

Ses interventions (p. 3056 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 227 de la commission des finances (abattement de 300 000 euros sur les donations de fonds et de clientèles) (p. 3057)

Article 19 (habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier la loi de sauvegarde des entreprises)

Son amendement n° 716 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3064)

Après l'article 19

Son amendement n° 759 (renforcement de la possibilité, pour les créanciers publics, de remettre des dettes ou d'abandonner des privilèges au cours de la conciliation et en cas de modification substantielle du plan de sauvegarde ou de redressement) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 3064)

Ses amendements n°s 18 et 19 : retirés (p. 3064)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Son amendement n° 182 (p. 3100)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Ses interventions (p. 3129 et s.)

Ses amendements n°s 704 rectifié et 709 rectifié (p. 3129) : adoptés après modification (suppression du gage) (p. 3130)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 231 rectifié de la commission des finances (extension à Alternext du régime des

rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3132)

Intervient sur l'adt n° 232 de la commission des finances (p. 3133)

Son amendement n° 710 : retiré (p. 3133)

Intervient sur l'adt n° 233 de la commission des finances (exonérations de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3134)

Intervient sur l'adt n° 234 de la commission des finances (p. 3134)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Ses interventions (p. 3206 et s.)

Après l'article 36

Son amendement n° 28 (régime de l'accréditation et de la certification) (p. 3208) : adopté (p. 3209)

Avant l'article 38

Son amendement n° 721 (nouvelle rédaction de l'intitulé du Chapitre V : "Garantir l'indépendance du service statistique public") : adopté (p. 3225)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3231)

Après l'article 38

Son amendement n° 720 (coordination avec l'article 38) (p. 3232) : adopté (p. 3233)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n° 238 de la commission des finances (p. 3233)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3251 et s., 3279 et s.)

Ses amendements n°s 494 rectifié : adopté (p. 3281)

Son amendement n° 492 (p. 3282) : adopté (p. 3283)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Ses amendements n°s 493, 489 et 491 : adoptés (p. 3284 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 441 deuxième rectification de la commission (p. 3286)

Intervient sur l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3293)

Intervient sur l'adt n° 1485 rectifié de la commission des finances (après l'article 40, insérer une nouvelle

division : "Chapitre I bis : Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne") (p. 3293)

Son amendement n° 487 (représentation des établissements publics de coopération intercommunale au sein des conseils d'orientation et de surveillance des sociétés locales d'épargne dont ils sont sociétaires) : adopté (p. 3293)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses interventions (p. 3293 et s.)

Son amendement n° 593 : adopté après modification (p. 3297)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses amendements n°s 699 et 519 : adoptés (p. 3299 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 488 rectifié (élargissement des facultés de refinancement des sociétés de crédit foncier) : adopté (p. 3304)

Son amendement n° 591 (adaptation du régime de refinancement de créances sur des personnes publiques détenues par les sociétés de crédit foncier) : adopté (p. 3304)

Intervient sur l'adt n° 264 deuxième rectification de la commission des finances (rapport du Gouvernement au Parlement faisant le bilan de l'amélioration de l'attractivité de la place financière française) (p. 3307)

Son amendement n° 495 : retiré (p. 3307)

Article 43 (renforcement des droits de la défense en cas de contrôle fiscal)

Son amendement n° 282 (p. 3311)

Son intervention (p. 3312)

Son amendement n° 279 : adopté après modification (p. 3312)

Son amendement n° 284 (p. 3312)

Son amendement n° 280 rectifié : adopté après modification (p. 3312)

Son amendement n° 286 (p. 3312)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son amendement n° 590 rectifié (p. 3466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4847)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A
(p. 4848)

Banques et établissements financiers : Caisse des
dépôts et consignations : réforme (p. 4848)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4848)

Logement : logement social : financement (p. 4848)